

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1993-1994**

24 FEVRIER 1994

**Projet de loi portant certaines mesures
sur le plan du droit du travail contre le
travail au noir****RAPPORT
FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES SOCIALES
PAR M. L. MARTENS**

La Commission des Affaires sociales a examiné ce projet, transmis par la Chambre des représentants le 20 janvier 1994, au cours de ses réunions des 1^{er}, 3 et 10 février 1994.

*
* ***I. EXPOSE INTRODUCTIF DE LA MINISTRE DE
L'EMPLOI ET DU TRAVAIL, CHARGÉE DE LA
POLITIQUE D'ÉGALITÉ DES CHANCES
ENTRE HOMMES ET FEMMES**

Pour cet exposé, on voudra bien se reporter au rapport de la Chambre (Doc. Chambre 1157-7 - 92/93, 11 janvier 1993, pp. 2 à 6).

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : Mme Maximus, présidente; M. Anthuenis, Mme Buyle, M. De Backer, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Roo, Dighneef, Gevenois, Guillaume, Mme Herzet, MM. Lenssens, Ottenbourg, Snappe, Stroobant, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vandermeulen et L. Martens, rapporteur.
2. Membres suppléants : MM. Baise, D'hondt, Flagothier, Leroy et Ulburghs.
3. Autre sénateur : M. Valkeniers.

R. A 16487*Voir :***Document du Sénat :**

964-1 (S.E. 1993-1994): Projet transmis par la Chambre des représentants.

BELGISCHE SENAAAT**ZITTING 1993-1994**

24 FEBRUARI 1994

**Ontwerp van wet houdende bepaalde
maatregelen op arbeidsrechtelijk vlak
tegen het zwartwerk****VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE SOCIALE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER L. MARTENS**

De Commissie voor de Sociale Aangelegenheden heeft dit wetsontwerp, dat op 20 januari 1994 door de Kamer van volksvertegenwoordigers werd aangenomen, besproken tijdens haar vergaderingen van 1, 3 en 10 februari 1994.

*
* ***I. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE
MINISTER VAN TEWERKSTELLING EN
ARBEID, BELAST MET HET BELEID VAN
GELIJKE KANSSEN VOOR MANNEN EN
VROUWEN**

Hiervoor moge verwezen worden naar het Kamer-verslag (Gedr. St. Kamer 1157-7 - 92/93 van 11 januari 1993, blz. 2 tot en met 6).

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : mevr. Maximus, voorzitter; de heer Anthuenis, mevr. Buyle, de heer De Backer, mevr. Delcourt-Pêtre, de heren De Roo, Dighneef, Gevenois, Guillaume, mevr. Herzet, de heren Lenssens, Ottenbourg, Snappe, Stroobant, mevr. Van Cleuvenbergen, de heren Vandermeulen en L. Martens, rapporteur.
2. Plaatsvervangers : de heren Baise, D'hondt, Flagothier, Leroy en Ulburghs.
3. Andere senator : de heer Valkeniers.

R. A 16487*Zie :***Gedr. St. van de Senaat :**

964-1 (B.Z. 1993-1994): Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

II. DISCUSSION GENERALE

Un membre constate que le projet concerne, d'une part, l'emploi et, d'autre part, les abus en matière de sécurité sociale.

Il est absolument indispensable de contrôler les chômeurs qui travaillent au noir et perçoivent en échange une rémunération sur laquelle ils ne paient ni impôts ni cotisations sociales. Il y a lieu de se demander à cet égard si les moyens de contrôle sont suffisants et si les contrôleurs bénéficient d'une protection suffisante.

L'intervenant demande où en est la coordination des services d'inspection.

Selon lui, en matière de travail au noir, il faut faire une distinction entre deux types d'activités qui, même si le projet les traite de manière identique, ont cependant une portée différente.

Tout d'abord, il y a le travail au noir qui, s'il était effectué dans des conditions normales, constituerait du travail régulier. C'est une source d'emploi qui est perdue et il faut faire en sorte que ce travail soit converti en emploi effectif.

D'autre part, il y a des activités effectuées au noir qui ne pourraient être une source d'emploi.

Pour les entreprises qui organisent du travail au noir, on peut se demander si un contrôle ne pourrait pas être exercé par le conseil d'entreprise.

Une seconde réflexion de l'intervenant porte sur la situation économique de certains secteurs, plus particulièrement celui de la culture fruitière. Quand le travail au noir fait presque officiellement partie intégrante d'un secteur déterminé, des mesures telles que la dispense ou la réduction des cotisations de sécurité sociale ne s'imposent-elles pas ?

Lors de la préparation du projet de loi, a-t-on réalisé une étude sur les secteurs dans lesquels le travail au noir se manifeste principalement ? S'agit-il de grandes entreprises, de P.M.E. ?

Enfin, l'intervenant souligne qu'il doit être possible, par une campagne de sensibilisation, d'en appeler au sens civique indispensable des patrons et des syndicats pour qu'ils combattent eux-mêmes le travail au noir.

Selon un autre membre, ce projet est un mal nécessaire; à vrai dire, il est attristant qu'un tel projet soit nécessaire dans une période de chômage considérable.

Les chiffres publiés dans la *Revue du travail* du département de l'Emploi et du Travail montrent que les services de contrôle font ce qu'ils peuvent, mais aussi qu'ils sont contrecarrés de toutes les manières possibles et imaginables.

II. ALGEMENE BESPREKING

Een lid constateert dat het wetsontwerp betrekking heeft, enerzijds op de tewerkstelling en anderzijds, op de misbruiken in verband met de sociale zekerheid.

Controle op werklozen die in het zwart werken en daarvoor een vergoeding ontvangen waarop noch belastingen, noch sociale bijdragen worden betaald, is strikt noodzakelijk. De vraag rijst in dit verband of de controlemiddelen toereikend zijn en of de controleurs voldoende beschermd worden.

Het lid vraagt hoe ver het staat met de coördinatie van de inspectiediensten.

Volgens hetzelfde lid moet men, wat het zwartwerk betreft, een onderscheid maken tussen twee soorten werkzaamheden die, al worden ze door het ontwerp op dezelfde manier behandeld, toch een verschillende draagwijdte hebben.

Vooreerst is er zwartwerk dat, indien het in normale omstandigheden werd verricht, regulier werk zou zijn. Het is een bron van werkgelegenheid die verloren gaat en men dient ervoor te zorgen dat dit werk wordt omgezet in effectieve werkgelegenheid.

Van de andere kant zijn er in het zwart verrichte werkzaamheden, die geen bron van werkgelegenheid zouden kunnen zijn.

Voor bedrijven die zwartwerk organiseren rijst de vraag of er geen controle door de ondernemingsraad zou kunnen worden uitgevoerd.

Een tweede bedenking van de spreker houdt verband met de economische situatie van bepaalde sectoren en meer bepaald die van de fruitteelt. Wanneer zwartwerk bijna officieel deel uitmaakt van een bepaalde sector, dringen er zich dan geen maatregelen op zoals bijvoorbeeld vrijstelling of vermindering van de sociale-zekerheidsbijdragen ?

Heeft men bij de voorbereiding van dit wetsontwerp een studie gemaakt over de sectoren waarin zwartwerk vooral voorkomt. Gaat het om grote bedrijven, om K.M.O.'s ?

De spreker merkt ten slotte op dat het mogelijk moet zijn, door een sensibiliseringscampagne, bij de werkgever en de vakbonden de nodige burgerzin bij te brengen opdat zijzelf het zwartwerk zouden tegen gaan.

Volgens een ander lid is dit ontwerp van wet een noodzakelijk kwaad; het is eigenlijk bedroevend dat zulk ontwerp nodig is vooral in een periode van enorme werkloosheid.

De cijfers gepubliceerd in het *Arbeidsblad* van het departement van Tewerkstelling en Arbeid tonen aan dat de controlediensten doen wat ze kunnen, maar ook dat zij op alle mogelijke manieren worden gedwarsboomd.

On peut se demander combien d'emplois pourraient être créés si l'on parvenait — ce qui est une illusion — à éradiquer le travail au noir et à éliminer les heures supplémentaires non réglementaires.

Lors des grèves et actions organisées récemment, un vendredi, dans de très nombreux cas, le travail perdu a été rattrapé le samedi, sans qu'il soit question d'heures supplémentaires déclarées réglementairement. Le résultat final a été tout sauf désavantageux pour les employeurs comme pour les travailleurs.

L'intervenant constate ensuite que le contrôle du travail au noir porte surtout sur les ouvriers et les activités ouvrières. Pourtant, il est bien connu que les employés et les cadres effectuent, eux aussi, des heures supplémentaires sans que l'on applique la réglementation s'y rapportant.

Dans quelle mesure contrôle-t-on également les bureaux où sont établis les services administratifs ?

Même si le projet est nécessaire, il faut aussi faire un effort maximum sur le plan de l'information des employeurs et des travailleurs. Les premiers doivent savoir qu'en recourant à des formules de travail illégal, ils prennent des risques énormes. Il faut attirer l'attention des travailleurs sur le fait que, non seulement, ils prennent des risques, mais qu'en plus, ils n'ont pas intérêt à effectuer des heures supplémentaires quand on voit que l'augmentation du chômage aboutira à terme à augmenter les cotisations de sécurité sociale et les impôts et qu'en plus, les heures supplémentaires et le travail au noir n'ont aucune incidence favorable sur le statut social des travailleurs.

Une telle action pourrait également s'inscrire dans le cadre de la lutte pour une meilleure répartition du travail disponible.

Le membre est conscient, eu égard à toute la discussion sur la flexibilité, qu'il ne faut pas se faire trop d'illusions à ce sujet. Dans la mesure où la demande de flexibilité augmente de la part des travailleurs et où l'on y donne suite, le contrôle aussi en deviendra plus difficile.

Un autre commissaire souligne que *La Revue du travail*, déjà citée par l'intervenant précédent, montre que la question est beaucoup plus vaste que le seul aspect de la répression du travail au noir dans les entreprises. Les auteurs dans la revue précitée ne manquent pas de signaler qu'on se trouve devant un vaste domaine de fraude sociale et fiscale dont les causes sont très larges.

Ils rappellent aussi que, jusqu'à présent, les moyens de contrôle mis en place se sont avérés assez inopérants. La ministre semble avoir changé l'orientation du contrôle qui semble devenu plus efficient. Le projet de loi, il est vrai, apporte un élément supplé-

De vraag kan worden gesteld hoeveel arbeidsplaatsen zouden kunnen worden gecreëerd indien men erin zou slagen — wat een illusie is — het zwartwerk uit te schakelen en de niet reglementair georganiseerde overuren te liquideren.

Naar aanleiding van de recente stakingen en acties op een vrijdag werd in zeer veel gevallen het verloren werk ingehaald op zaterdag, zonder dat er sprake was van reglementair aangegeven overuren. Het uiteindelijke resultaat was zowel voor de werkgevers als voor de werknemers alles behalve nadelig.

Het lid stelt ook vast dat de controle op het zwartwerk vooral gericht is op de arbeiders en arbeidsfuncties. Nochtans is het algemeen bekend dat ook door bedienden en kaderleden overuren worden gepresteerd zonder toepassing van de desbetreffende reglementering.

In hoeverre wordt er ook gecontroleerd in burelen waar de administratieve diensten gevestigd zijn.

Al is het ontwerp noodzakelijk, er moet ook een uiterste inspanning worden geleverd op het vlak van de informatie van werkgevers en werknemers. De eersten moeten weten dat indien formules van illegaal werk worden toegepast, zij enorme risico's nemen. De werknemers moeten erop gewezen worden, dat zij niet alleen risico's lopen maar er ook geen belang bij hebben overuren te presteren wanneer men ziet dat de toename van de werkloosheid op termijn zal leiden tot hogere sociale zekerheidsbijdragen en belastingen en dat bovendien het presteren van overuren en zwartwerk geen enkele gunstige weerslag heeft op het sociale zekerheidsstatuut van de werknemers.

Zulk een actie kan ook kaderen in de strijd voor een betere verdeling van de beschikbare arbeid.

Het lid is er zich van bewust dat men zich hierover, gelet op heel de discussie over de flexibiliteit, niet te veel illusies mag maken. In de mate dat de vraag naar flexibiliteit vanwege de werknemers toeneemt en hierop wordt ingegaan, zal ook de controle moeilijker worden.

Een ander commissielid merkt op dat in het Arbeidsblad, dat reeds aangehaald is door de vorige spreker, aangetoond wordt dat de problematiek veel verder reikt dan alleen maar het aspect van de strijd tegen het zwartwerk in de ondernemingen. De auteurs in het voornoemde tijdschrift vestigen de aandacht op het feit dat de sociale en fiscale fraude wijd verspreid zijn en dat de oorzaken ervan zeer ruim kunnen zijn.

Ze wijzen er eveneens op dat de bestaande controlemechanismen tot op heden weinig uitwerking hebben gehad. De minister blijkt de controle een andere richting te hebben uitgestuurd zodat een en ander met meer doeltreffendheid geschiedt. Het

mentaire pour rendre la lutte contre le travail au noir plus performante. Le Gouvernement compte-t-il aborder d'autres aspects de la problématique et notamment les aspects fiscaux ?

Le commissaire estime aussi que d'autres directions peuvent être choisies, ou l'on pourrait imaginer des incitations fiscales, par exemple, dans le secteur de la construction.

Comme le préopinant, il estime qu'une meilleure information des employeurs, des travailleurs et de l'ensemble des citoyens s'impose. Un travail d'information est à refaire sur le civisme fiscal et social qui met en cause tout le fondement de notre économie et de notre sécurité sociale.

Le commissaire demande enfin :

Où en est la coordination entre les différents départements ?

Chaque service aura-t-il les mêmes prérogatives ?

Comment s'explique le nombre élevé des dossiers en attente à la direction générale des études (voir le rapport de la Chambre, doc. 1157-7 - 92/93, pp. 23 et suivantes) ?

Une autre commissaire marque son accord sur la répression accrue du travail au noir qui génère une fraude sociale et une fraude fiscale.

Elle pose les questions suivantes, auxquelles il n'a pas été répondu à la commission de la Chambre des représentants :

— Le projet de loi a pour but de permettre notamment la détention préventive. La question se pose de savoir si cet objectif doit être poursuivi, vu la situation dans les prisons.

— Le projet vise, d'autre part, à renforcer le contrôle. Il est question de l'engagement de 16 contrôleurs. Ces 16 personnes vont-elles suffire pour le travail supplémentaire à effectuer ?

— Le projet de loi est déséquilibré puisqu'il banalise le travail au noir des chômeurs.

— Pourquoi le nombre d'amendes administratives est-il si réduit ?

— Quel est le délai de traitement des dossiers par l'administration ?

Un intervenant suivant, s'il est favorable au projet qui réprime le travail au noir, fait néanmoins remarquer que ce travail est le corollaire d'une situation anormale plus profonde tant dans le chef des employeurs que dans celui des travailleurs au noir. Le projet ne s'attaque pas aux racines du mal, c'est-à-dire la diminution nécessaire des coûts salariaux, une

ontwerp van wet vormt weliswaar een bijkomend middel om de strijd tegen het zwartwerk efficiënter te doen verlopen. Is de Regering voornemens andere aspecten en met name de fiscale aspecten van de problematiek aan te pakken ?

Volgens het commissielid kan men ook andere wegen bewandelen of kan men bijvoorbeeld belastingstimuli uitdenken in de bouwsector.

Zoals vorige spreker is hij van mening dat het noodzakelijk is de werkgevers, de werknemers en alle burgers beter te informeren. De burgers moeten opnieuw geïnformeerd worden over hun fiscale en sociale burgerplichten, waarmee onze economie en ons sociaal-zekerheidsstelsel staan of vallen.

Het commissielid stelt tenslotte volgende vragen :

Hoe ver staat het met de coördinatie tussen de verschillende departementen ?

Zal elke dienst dezelfde bevoegdheden krijgen ?

Hoe verklaart men het grote aantal dossiers die in behandeling zijn op de Studiedienst (zie Kamerverslag Gedr. St. 1157-7 - 92/93 blz. 23 en volgende) ?

Een ander commissielid betuigt haar instemming met de strengere bestrijding van het zwartwerk dat aan de basis ligt van een sociale en een fiscale fraude.

Ze stelt de volgende vragen, waarop in de Kamercommissie niet is geantwoord :

— Het ontwerp van wet maakt met name de voorlopige hechtenis mogelijk. De vraag rijst of het de moeite loont dit doel na te streven gelet op de toestand in de gevangenissen.

— Anderzijds beoogt het ontwerp een versterking van de controle. Zullen deze 16 personen volstaan om de toename van het werkvolume op te vangen ?

— Het ontwerp van wet is niet erg evenwichtig aangezien het zwartwerk van de werklozen als gewoon wordt beschouwd.

— Waarom zijn er zo weinig administratieve boeten ?

— Over welke termijn beschikt de administratie om de dossiers te behandelen ?

Hoewel hij gunstig staat ten aanzien van het ontwerp om zwartwerk te bestraffen, merkt een volgende spreker evenwel op dat dit soort werk voortvloeit uit een dieper liggende abnormale toestand, zowel bij de werkgevers als bij de werknemers die zwartwerk verrichten. Het ontwerp dringt niet door tot bij de wortels van het kwaad, namelijk de nood-

plus grande flexibilité et des mesures adéquates pour permettre aux travailleurs sans emploi de sortir du chômage.

En ce qui concerne les amendes administratives, l'intervenant observe que le Conseil d'Etat s'est prononcé défavorablement au sujet de ces amendes, en estimant qu'il appartient au tribunal de les infliger.

L'intervenant interroge la ministre sur le produit tant des amendes pénales que des amendes administratives. Il vise l'article 27 du projet, qui autorise le versement de 50 p.c. des amendes directement à l'O.N.S.S.

Quelle est l'inscription budgétaire 1994? Y a-t-il des précédents à cet égard? Quelle sera l'utilisation par l'O.N.S.S. du produit de ces amendes? L'O.N.S.S. a-t-il déjà décidé d'affecter le montant prévu pour 1994?

Une autre membre s'étonne de constater que, comme il ressort du rapport de la Chambre, rares sont les personnes qui, après avoir engagé une femme de ménage, prétendent aux avantages fiscaux liés à cet engagement. Plus généralement, l'intervenante considère que les individus devraient avoir intérêt à demander une facture lorsqu'ils font exécuter des travaux.

Elle ajoute qu'en vertu de l'article 1^{er} de la loi en projet, les employeurs qui, de propos délibéré, complètent erronément un état de salaires, sont punis d'une peine correctionnelle assez légère.

Selon l'intervenante, de telles infractions se produisent très fréquemment. Elle cite le cas d'une firme qui occupe vingt ouvriers et qui a versé, ces quatre derniers mois, un montant de cinq millions de francs de rémunérations au noir.

En outre, cette firme occupait quatre travailleurs au noir qui n'avaient aucun autre revenu.

A combien s'élèverait l'amende sur la base du projet de loi? Pour les vingt ouvriers: de 26 francs à 500 francs; et pour les travailleurs non inscrits: à 1 000 francs.

De même, pour un étudiant occupé sans contrat, l'amende qu'il est possible d'infliger est de 500 francs et, si aucun décompte individuel n'est établi à la fin du mois, elle est de 26 francs.

Un employeur qui refuse de remettre des décomptes individuels se voit infliger une sanction de 26 francs, mais l'employeur qui refuse de remettre une partie du document unique « horticulture », destiné au travailleur, encourt une amende de 1 000 francs.

zakelijke vermindering van de loonkosten, een grotere flexibiliteit en gepaste maatregelen om werklozen in staat te stellen uit de werkloosheid te stappen.

In verband met de administratieve boeten merkt spreker op dat de Raad van State zich ongunstig heeft uitgelaten over deze boeten. De Raad verdedigt immers de mening dat het de taak is van de rechtbank om boeten op te leggen.

Spreker stelt de Minister een vraag over de opbrengst van zowel de strafboetes als de administratieve boetes. Hij doelt op artikel 27 van het ontwerp, dat toestaat de helft van de opbrengst van de boetes rechtstreeks aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid te storten.

Hoe wordt die post in de begroting over 1994 opgenomen? Bestaan er op dat stuk al precedents? Hoe gaat de R.S.Z. de opbrengst van de boetes aanwenden? Heeft de R.S.Z. al een beslissing genomen omtrent de toewijzing van het geraamde bedrag over 1994?

Een ander lid vindt het verwonderlijk dat, zoals uit het Kamerverslag blijkt, slechts zeer weinig personen, die een werkster hebben aangeworven, beroep doen op de fiscale voordelen verbonden aan die aanwerving. Meer in het algemeen, is het lid van oordeel dat de individuen er voordeel bij zouden moeten hebben een factuur te vragen wanneer zij werkzaamheden laten uitvoeren.

Het lid merkt voorts op dat, luidens artikel 1 van het wetsontwerp, de werkgevers die een loonstaat bewust verkeerd invullen met een vrij geringe correctionele straf worden beboet.

Volgens het lid komen zulke overtredingen zeer vaak voor. Zij citeert het geval van een firma die 20 arbeiders in dienst heeft en die de jongste 4 maanden voor een bedrag van 5 miljoen frank lonen in het zwart heeft betaald.

Bovendien waren in die firma 4 zwartwerkers werkzaam die geen ander inkomen hadden.

Wat zou de boete zijn op basis van het wetsontwerp? Voor de 20 arbeiders: 26 frank tot 500 frank; en voor de niet ingeschreven werknemers: 1 000 frank.

Zo ook, voor een student die tewerk wordt gesteld zonder contract is de mogelijke boete 500 frank en indien er geen individuele rekening op het einde van de maand wordt opgesteld is de boete 26 frank.

Een werkgever die weigert individuele rekeningen af te geven, krijgt een sanctie van 26 frank maar een werkgever die weigert een deel van het enig document « tuinbouw » bestemd voor de werknemer, af te geven krijgt een sanctie van 1 000 frank.

On peut se demander si ce ne seront pas plutôt les peines plus légères qui seront prononcées, de sorte que la loi risque de ne pas aboutir aux résultats escomptés.

L'intervenante suivante estime qu'il faut faire une distinction entre le véritable travail au noir, dans la répression duquel le projet en discussion constitue un pas en avant, et ce qu'elle appelle le « travail gris ». Cette dernière catégorie regroupe les gens qui effectuent toutes sortes de petites besognes et les femmes de ménage. Le projet n'offre aucune solution pour cette catégorie de personnes.

Un autre intervenant estime également qu'il convient de sanctionner les infractions. Le projet n'apporte toutefois qu'une solution partielle.

La réglementation sur le chômage présente, elle aussi, un lien indirect avec le problème du travail au noir. Une réforme de cette réglementation s'impose, de sorte que l'on puisse à nouveau répondre normalement à la demande de main-d'œuvre, que l'on ne parvient pas à satisfaire malgré le taux de chômage élevé.

Il convient de réduire sensiblement les charges patronales et de réaliser rapidement une plus grande mobilité du travail pour les chômeurs indemnisés.

Un autre intervenant fait observer qu'il existe différentes sortes de travailleurs au noir : les chômeurs, les bénéficiaires d'une indemnité d'invalidité et toute une catégorie de personnes qui disposent de beaucoup de temps libre, comme les agents de police, les gendarmes et les pompiers. A cela s'ajoutent les femmes de ménage et, depuis peu, des ressortissants d'Europe de l'Est qui séjournent dans notre pays avec un visa de touriste et y travaillent.

Le circuit du travail au noir continue de se développer et il ne sera pas facile d'y mettre fin. Il faudrait contrôler les ménages non seulement sur le plan fiscal, mais aussi sur le plan social.

L'intervenant se demande par ailleurs si nous disposons d'un appareil de contrôle qui permet de faire appliquer la loi en projet.

En ce qui concerne les heures supplémentaires, il plaide pour une certaine souplesse. Il n'est pas toujours possible de les éviter.

L'intervenant évoque ensuite les problèmes qui se posent dans le secteur de l'horticulture, notamment la demande de certaines interventions formulées par ce secteur.

Le plan de crise prévoit que les chômeurs de longue durée seraient autorisés à travailler pendant un certain nombre d'heures contre une rémunération de 200 francs l'heure, pour laquelle l'employeur lui-même recevrait 150 francs.

De vraag rijst of niet veeleer de lichtere straffen zullen worden uitgesproken waardoor de wet niet tot de verhoopte resultaten dreigt te leiden.

Een volgende spreker meent dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen het werkelijke zwartwerk in de bestrijding waarvan het ontwerp een stap voorwaarts betekent en datgene wat zij « grijswerk » noemt. Tot degenen die zulk werk verrichten, behoren de personen die allerlei karweitjes opknappen en de poetsvrouwen. Voor deze categorie reikt het ontwerp geen oplossingen aan.

Een andere spreker is eveneens de mening toegedaan dat inbreuken gesanctioneerd moeten worden. Het ontwerp biedt evenwel slechts een gedeeltelijke oplossing.

Ook de werkloosheidsreglementering houdt onrechtstreeks verband met het probleem van het zwartwerk. Een hervorming van deze reglementering dient zich op zodat weer op een normale wijze tegemoet kan worden gekomen aan de vraag naar arbeidskrachten waaraan er ondanks de hoge werkloosheid, niet kan worden voldaan.

De patronale lasten dienen aanzienlijk te worden verminderd en er moet spoedig werk worden gemaakt van een grotere arbeidsmobiliteit van de uitkeringsgerechtigde werklozen.

Nog een andere spreker merkt op dat er verschillende soorten zwartwerkers zijn: werklozen, personen met een invaliditeitsuitkering en een hele categorie van personen die veel vrije tijd hebben zoals politieagenten, rijkswachters, brandweerlieden. Voorts zijn er de werkvrouwen en recent personen uit Oost-Europa die in ons land met een toeristenvisum verblijven en er werken.

Het zwartwerk-circuit groeit nog steeds en het zal niet gemakkelijk zijn hieraan een einde te maken. De gezinnen zouden niet alleen fiscaal, maar ook sociaal gecontroleerd moeten worden.

Spreker vraagt zich voorts af of we over een controleapparaat beschikken om de wet wel te doen toepassen.

Wat de overuren betreft, pleit spreker voor enige soepelheid. Overuren zijn niet altijd te vermijden.

Spreker wijst vervolgens op de problemen in de tuinbouwsector en met name de vraag van die sector om bepaalde tegemoetkomingen.

In het crisisplan is bepaald dat het de langdurige werklozen zou worden toegestaan een aantal uren te werken tegen 200 frank per uur waarvan zij zelf 150 frank zouden ontvangen.

Les petits indépendants, par exemple ceux qui aménagent et entretiennent des jardins, peuvent-ils également faire appel à ces chômeurs ?

L'intervenant constate en outre que des mesures seront prises pour protéger les inspecteurs lorsqu'ils exécutent des missions de contrôle. C'est là une bonne initiative, mais il est dommage qu'aucune protection ne soit prévue pour les travailleurs volontaires lors des actions de grève.

Un membre estime qu'une augmentation des amendes ne résoudra pas le problème du travail au noir. Les intéressés continueront à chercher des moyens pour échapper au contrôle.

Par ailleurs, il convient d'examiner pourquoi le travail au noir est si fréquent dans des secteurs déterminés. Certains problèmes peuvent être résolus par la concertation; le secteur fruitier en est l'illustration. Ne pourrait-on élaborer une solution similaire pour d'autres secteurs ?

L'intervenant remarque encore qu'une assurance contre les accidents du travail est contractée pour chaque travailleur occupé, même si c'est au noir. Ne pourrait-on comparer le nombre des assurés avec le nombre des personnes pour lesquelles sont versées des cotisations sociales ?

Une telle comparaison permettrait de voir plus clair dans l'ampleur du phénomène du travail au noir.

Un dernier intervenant rappelle qu'un débat sur le travail au noir a déjà eu lieu dans les années septante. A l'époque, on a même proposé d'inverser la charge de la preuve. Cette proposition n'a finalement pas été acceptée.

Il ne faut pas organiser de chasse aux sorcières et réduire la vitalité de la société en visant toute prestation inspirée par la bonne volonté. La lutte contre le travail au noir doit se concentrer sur les abus systématiques.

En ce qui concerne la main-d'œuvre étrangère, l'un des préopinants a raison. Dans quelques semaines, la Commission consultative pour la main-d'œuvre étrangère remettra à la ministre un avis relatif à la modification de la réglementation, lequel rendra le contrôle plus efficace qu'il ne l'est actuellement.

S'associant à ce qu'a dit un autre membre, l'intervenant estime qu'une solution partielle au problème du travail au noir pourrait être d'offrir un avantage au client qui demande une facture. Un petit avantage fiscal, même plafonné, pourrait mettre fin, en grande partie, aux pratiques consistant à effectuer de petits travaux non facturés.

L'intervenant souligne enfin qu'il faudra avoir le courage de relever l'âge de la préretraite.

Kunnen ook kleine zelfstandigen, bijvoorbeeld zij die tuinen aanleggen en onderhouden, op deze werklozen beroep doen ?

Spreker constateert voorts dat maatregelen zullen worden getroffen om de inspecteurs te beschermen wanneer zij controleopdrachten uitvoeren. Dat is een goede zaak, alleen is het jammer dat er geen bescherming is voor werkwilligen tijdens stakingsacties.

Volgens een lid is een verhoging van de boetes geen oplossing voor het probleem van het zwartwerk. De betrokkenen zullen middelen blijven zoeken om aan de controle te ontsnappen.

Van de andere kant moet worden onderzocht waarom in bepaalde sectoren zoveel zwartwerk voorkomt. Een aantal problemen kunnen door overleg worden opgelost; de fruitsector is daar een voorbeeld van. Kan zulke regeling ook niet voor andere sectoren worden uitgewerkt ?

Het lid merkt nog op dat voor een tewerkgestelde — ook in het zwart — steeds een verzekering tegen arbeidsongevallen wordt afgesloten. Is het niet mogelijk het aantal verzekerden te vergelijken met het aantal personen waarvoor sociale-zekerheidsbijdragen worden betaald ?

Door die vergelijking zou men een duidelijker inzicht krijgen in de omvang van het zwartwerk.

Een laatste spreker brengt in herinnering dat reeds in de zeventiger jaren gedebatteerd werd over het zwartwerk. Er werd toen zelfs voorgesteld de omgekeerde bewijslast in te voeren. Dat voorstel is uiteindelijk niet aanvaard.

Men mag ter zake geen heksenjacht organiseren en de vitaliteit van de samenleving aantasten door elke prestatie die in de sfeer van de «good will» ligt, te viseren. De bestrijding van zwartwerk moet in hoofdzaak gaan naar de systematische misbruiken.

Wat de buitenlandse arbeidskrachten betreft, heeft een van de vorige sprekers gelijk. De Commissie van Advies voor de Buitenlandse Arbeidskrachten zal over enkele weken een advies aan de Minister bezorgen met betrekking tot wijziging van de reglementering, waardoor de controle sluitender zal worden dan thans het geval is.

Spreker, aansluitend bij hetgeen door een ander lid werd gezegd, meent dat een gedeeltelijke oplossing wat het zwartwerk erin zou kunnen bestaan dat de cliënt er voordeel bij heeft een factuur te vragen. Een klein fiscaal voordeel, ook al is dat voordeel geplafoeneerd, zou grotendeels een einde aan de praktijken maken waarbij kleine werken zonder factuur worden uitgevoerd.

Spreker wijst er ten slotte ook nog op dat men de moed zal moeten hebben de brugpensioenleeftijd te verhogen.

Dans sa réponse, la ministre souligne qu'il y a un lien entre la lutte contre le travail au noir, parce que certaines lois sont violées, et l'organisation du marché du travail. Le problème est complexe. A première vue, l'on pourrait plaider en faveur d'interventions pas trop sévères. Toutefois, il ne faut pas oublier qu'une partie du travail au noir, à savoir le travail effectué dans les habitations privées, n'est jamais contrôlée. Cela signifie qu'une partie des activités du secteur du bâtiment et des activités d'entretien ne font pas l'objet de contrôles. Il s'agit également d'activités effectuées par des personnes, tel les prépensionnés et les femmes de ménage, pour lesquelles l'on demande de faire preuve d'une certaine compréhension.

Le but n'est pas de contrôler ce secteur, mais de l'assainir, grâce à l'instauration d'une déductibilité fiscale.

La ministre remarque ensuite le lien existant entre les différents groupes effectuant un travail au noir et les secteurs où celui-ci a lieu.

Il y a tout d'abord les personnes en provenance de l'Europe de l'Est, qui se retrouvent généralement comme personnel domestique chez des particuliers.

Il y a également les personnes occupées dans le secteur de l'horticulture. Des contrôles y ont révélé que 50 p.c. des étrangers viennent d'Inde et 20 p.c. de Roumanie. Une amélioration se fait progressivement sentir dans ce secteur. Le problème est que les Belges avaient fait une croix sur l'horticulture en tant que source d'emplois réguliers. En période de plein emploi, c'était normal. A l'heure actuelle, compte tenu de la crise économique, il faut restreindre ses espérances en matière de type de travail et de rémunération. Le travail simple doit être revalorisé. Cela n'est possible que si un salaire minimal est payé. Un changement de mentalité doit également se produire dans le secteur lui-même.

Ensuite, il y a les Européens de l'Est qui travaillent dans la confection, essentiellement à Bruxelles.

Le projet prévoit la possibilité de procéder à une détention préventive, parce que des infractions graves sont commises spécialement dans ce secteur. Les intéressés (pourvoyeurs de main-d'œuvre) fuient le pays dès que l'infraction est constatée, ce qui explique pourquoi on instaure cette possibilité.

Certains membres se sont demandé si la définition du travail au noir n'était pas trop large. Ce problème n'est pas abordé dans le cadre du projet, qui ne règle que les sanctions.

Dans la *Revue du travail* n° 11 de juillet-août-septembre 1993, on peut lire, à la page 9, ce qui suit, à propos du travail au noir:

De Minister wijst er in haar antwoord op dat er een verband is tussen de bestrijding van het zwartwerk, omdat bepaalde wetten worden overtreden, en de organisatie van de arbeidsmarkt. Het probleem is complex. Op het eerste gezicht zou men kunnen pleiten voor een niet te stringent optreden. Men moet evenwel voor ogen houden dat een gedeelte van het zwartwerk nooit gecontroleerd wordt; namelijk het werk dat in privé-woningen wordt uitgevoerd. D.w.z. dat een deel van de activiteiten van de bouwsector en de onderhoudsactiviteiten niet gecontroleerd worden. Het gaat ook om activiteiten uitgevoerd door personen waarvoor begrip gevraagd wordt, nl. de bruggepensioneerden en de werksters.

Het is niet de bedoeling die sector te controleren; er moet een andere manier worden toegepast om hem te saneren, namelijk de fiskale aftrekbaarheid.

De minister merkt voorts op dat de verschillende groepen die zwartwerk verrichten en de sectoren waarin zwartwerk wordt verricht, aan mekaar gebonden zijn.

Er zijn eerst en vooral de personen uit Oost-Europa die meestal in de gezinnen terechtkomen als huispersoneel.

Er zijn ook de personen tewerkgesteld in de tuinbouw. Controles wijzen erop dat 50 pct. van de vreemdelingen Indiërs zijn en 20 pct. Roemenen. In de tuinbouw is er een geleidelijke verbetering. Probleem is dat de tuinbouw afgeschreven was als reguliere tewerkstelling voor de Belgen. In een periode van volledige tewerkstelling was zulks normaal. Nu moet men, gelet op de economische crisis, de verwachtingen hoger stellen inzake soort werk en beloning daarvan. Eenvoudig werk dient opnieuw te worden gevaloriseerd. Dat kan alleen wanneer een minimumloon wordt betaald. Ook in de sector zelf dient er een mentaliteitswijziging te komen.

Vervolgens zijn er de Oost-Europeanen die in de confectienijverheid werken, voornamelijk in Brussel.

Het ontwerp voorziet in de mogelijkheid tot voorhechtenis over te gaan omdat met name in deze sector zware inbreuken worden gepleegd. De betrokkenen (koppelbazen) vluchten het land uit zodra de inbreuk wordt vastgesteld, vandaar deze mogelijkheid.

Een aantal leden hebben zich afgevraagd of zwartwerk niet te ruim wordt gedefinieerd. Dit probleem is in het ontwerp niet aan de orde; het regelt alleen de bestraffing.

In het *Arbeidsblad* nr. 11 van juli-augustus-september 1993 blz. 9 staat met betrekking tot zwartwerk het volgende te lezen:

«Cependant, même si ce phénomène de société est mal connu et difficile à cerner, certains auteurs (1) l'ont typé de la manière suivante:

— le travail clandestin à caractère économique, qui concerne les professions relevant de l'artisanat, du commerce ou de l'industrie;

— le travail clandestin à caractère fiscal, qui vise à échapper aux diverses obligations fiscales, tels la T.V.A., le précompte professionnel, les impôts sur les revenus...;

— le travail clandestin axé sur le non-paiement des cotisations sociales ou le non-respect des obligations imposées par la réglementation du travail.»

C'est cette définition qui est utilisée pour la recherche du travail au noir.

En ce qui concerne le contrôle, la ministre remarque qu'il y a au total 800 inspecteurs (Emploi et Travail, Onem et Prévoyance sociale). En application du protocole conclu, ces inspecteurs prennent des arrangements pour des opérations de grande envergure pour lesquelles ils demandent l'aide de la gendarmerie ou de la police.

Actuellement, l'organisation du contrôle pendant les week-ends pose des problèmes, surtout dans le secteur de la construction. Le recrutement de contrôleurs supplémentaires permettra de les résoudre partiellement.

Comment le contrôle se déroule-t-il?

Un contrôle s'effectue soit à la suite d'une plainte introduite par le syndicat ou par un particulier, soit en fonction de la connaissance du terrain. La constatation de travail au noir donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal, qui est transmis à l'auditeur du travail.

L'administration attend la décision du tribunal avant de prendre elle-même une initiative.

Le problème est que les décisions judiciaires se font attendre longuement; souvent, des affaires ont atteint la prescription avant que l'on puisse intervenir. De plus, les délits sociaux ne font pas partie des délits «courants» traités par le juge répressif.

Un autre problème est que, souvent, l'amende infligée n'est pas proportionnelle aux gains réalisés grâce à l'organisation de travail au noir.

C'est pourquoi il est proposé que l'administration reprenne l'affaire si l'appareil judiciaire ne réagit pas dans les six mois. En outre, les amendes administratives et les amendes pénales sont sensiblement majorées. Enfin, la prescription est portée de 3 à 5 ans.

Le produit des sanctions infligées (pas les arriérés de cotisations à l'O.N.S.S.) est versé au Trésor. Celui-

«Alhoewel dit maatschappelijk verschijnsel slecht gekend en moeilijk af te bakenen is, delen bepaalde auteurs (1) het zwartwerk in op volgende wijze:

— klandestiene arbeid met een economisch karakter die betrekking heeft op de beroepen die vallen onder ambachtelijke arbeid, handel of industrie;

— klandestiene arbeid met een fiscaal karakter die tot doel heeft te ontsnappen aan diverse fiscale verplichtingen zoals de B.T.W., de bedrijfsvoorheffing, de inkomensbelastingen ...

— klandestiene arbeid gericht op de niet-betaling van de sociale bijdragen of de niet-naleving van de verplichtingen opgelegd door de arbeidsreglementering.»

Deze definitie wordt gehanteerd bij het opsporen van het zwartwerk.

Wat de controle betreft, merkt de minister op dat er in totaal 800 inspecteurs zijn (Tewerkstelling en Arbeid, R.V.A. en Sociale Voorzorg). Die inspecteurs maken ingevolge het afgesloten protocol, afspraken voor grote operaties en vragen daarvoor de hulp van de rijkswacht of de politie.

Momenteel zijn er problemen om in de week-ends controles — vooral in de bouwsector — uit te voeren. Door de aanwerving van bijkomende controleurs zal hiervoor ten dele een oplossing worden gebracht.

Hoe verloopt de controle?

De controle wordt uitgevoerd hetzij na een klacht van de vakbond of door een particulier, hetzij op grond van de kennis van het terrein. De constatering van het zwartwerk leidt tot het opmaken van een proces-verbaal dat wordt bezorgd aan de arbeidsauditeur.

De administratie wacht op een beslissing van de rechtbank, alvorens zelf een initiatief te nemen.

Het probleem is dat de rechterlijke uitspraken lang op zich laten wachten; vaak waren de zaken verjaard vóór men kon ingrijpen. Bovendien behoren sociale delicten niet tot de «gebruikelijke» delicten die door de strafrechter worden behandeld.

Een ander probleem is dat de opgelegde boete vaak niet in verhouding staat tot de gerealiseerde winsten met het organiseren van zwartwerk.

Vandaar dat wordt voorgesteld dat de administratie de zaak overneemt wanneer het gerechtelijk apparaat niet binnen 6 maanden reageert. Voorts worden zowel de administratieve als de strafrechtelijke boetes fors verhoogd. Ten slotte wordt de verjaringstermijn van 3 op 5 jaar gebracht.

Het binnenkomende geld van opgelegde sancties (niet de achterstallige R.S.Z.-bijdragen), komt in de

ci transfère 50 p.c. des sommes perçues à l'O.N.S.S. Jusqu'ici, une partie était recouvrée par l'O.N.S.S. et une autre par le Trésor.

Le rendement budgétaire total est estimé à 2 milliards de francs. La ministre pourra recruter du personnel supplémentaire, mais avec une obligation de résultat. Elle devra faire rapport régulièrement au Gouvernement sur les résultats obtenus grâce au personnel supplémentaire.

La ministre ajoute que, désormais, il y aura aussi une gradation des peines. On fera la distinction entre les travailleurs non inscrits et les travailleurs inscrits, mais pour lesquels certains documents n'ont pas été complétés.

De plus, les peines minimales, de même que les peines maximales, sont majorées et les montants prévus devront être multipliés par 150 au lieu de 100.

Une commissaire soulève encore la question de la relation entre le permis de travail et le permis de séjour, notamment pour les personnes nées en Belgique et qui, après avoir quitté notre pays, y sont rentrées. Ce problème a une incidence sur le travail au noir. Des dispositions ont-elles déjà été prises pour régler ce problème?

La même commissaire pose aussi la question de savoir s'il est procédé à une évaluation des mesures d'allègement des cotisations sociales prises dans le cadre du plan global.

La ministre répond à la première question que le problème évoqué pourra être résolu lorsque la Commission consultative pour la main-d'œuvre étrangère aura rendu son avis. Ce sera au début du mois de mars.

La seconde question concerne un problème qui sera traité dans le volet social de la loi-programme.

La ministre peut en tout cas dire dès à présent que l'on utilisera le plan d'embauche des jeunes. Il n'est pas possible de déterminer dans quelle mesure il s'agira de recrutements supplémentaires. Une évaluation sera réalisée dans le courant de l'année.

III. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article premier

Une commissaire, se référant également à ce qu'elle a dit au sujet de cet article au cours de la discussion générale, croit avoir compris que la sanction reste assez minime, parce qu'une sanction supplémentaire est toujours prise pour d'autres motifs.

Schatkist terecht. De Schatkist betaalt 50 pct. van het ingevorderde bedrag aan de R.S.Z. Tot nu toe werd een gedeelte door R.S.Z. en een gedeelte via de Schatkist ingevorderd.

De budgettaire opbrengst wordt in totaal op 2 miljard frank geraamd. De minister mag bijkomende personeel aanwerven, maar met een resultaatsverbintenis. Aan de Regering moet op regelmatige tijdstippen verslag worden uitgebracht over het resultaat dat met het bijkomend personeel werd geboekt.

De minister zegt ook nog dat er voortaan ook een gradatie zal zijn in de straffen. Er wordt een onderscheid gemaakt tussen niet ingeschreven werknemers en werknemers die wel zijn ingeschreven maar waarvoor bepaalde documenten niet zijn ingevuld.

Voorts worden zowel de minimum- als de maximumstraffen verhoogd en moeten de vermelde bedragen vermenigvuldigd worden met 150 en niet langer met 100.

Een lid komt nog eens terug op de verhouding tussen de arbeidsvergunning en de verblijfsvergunning en denkt daarbij meer bepaald aan personen die in België zijn geboren, het land verlaten hebben en er nadien teruggekeerd zijn. Dat probleem heeft invloed op het zwartwerk. Zijn er reeds maatregelen tot stand gekomen om het op te lossen?

Hetzelfde lid vraagt ook of er reeds een evaluatie van de maatregelen tot verlichting van de sociale-zekerheidsbijdragen heeft plaatsgevonden, die in het kader van het globaal plan werden vastgesteld.

De Minister antwoordt op de eerste vraag dat een oplossing voor het aangehaalde probleem mogelijk zal zijn eenmaal dat de Commissie van Advies voor de Buitenlandse Arbeidskrachten haar advies zal hebben uitgebracht. Dat zal begin maart gebeuren.

De tweede vraag heeft betrekking op een aangelegenheid die in de sociale programmawet zal worden behandeld.

De minister kan alleszins al meedelen dat van het jongerenbanenplan gebruik wordt gemaakt. In hoeverre het om bijkomende aanwervingen gaat, kan niet worden uitgemaakt. In de loop van het jaar zal tot een evaluatie worden overgegaan.

III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Een commissielid ook verwijzend naar hetgeen zij tijdens de algemene bespreking over dit artikel heeft gezegd, meent begrepen te hebben dat de sanctie vrij gering blijft omdat er steeds een bijkomende sanctie om andere redenen wordt getroffen.

La ministre précise que cet article modifie la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail. L'article instaure une amende liée à la gravité de l'infraction. Ainsi, le fait de ne pas donner suite à l'injonction des inspecteurs sociaux d'afficher certains documents sera puni d'une amende de 26 à 500 francs; le fait de faire obstacle au contrôle constitue une infraction plus grave et est aussi puni plus lourdement. Pour le non-respect des règles de sécurité — infraction plus grave encore —, la sanction minimale est relevée.

Par conséquent, les sanctions — y compris celles visées dans d'autres articles — sont proportionnelles à la gravité de l'infraction.

L'article est adopté par 11 voix et 1 abstention.

L'article 2 est adopté sans discussion par un vote identique.

Les articles 3 à 28 sont adoptés par 12 voix et 1 abstention.

Article 28bis (nouveau)

Mme Herzet et MM. D'hondt et Valkeniers présentent un amendement tendant à insérer un article 28bis (nouveau), libellé comme suit:

« Article 28bis. — A l'article 154, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, les mots « durant quatre semaines au moins et vingt-six semaines au plus » sont remplacés par les mots « durant douze semaines au moins et cinquante-deux semaines au plus. »

Justification

Notre amendement a pour but de rééquilibrer le projet.

Le fait pour un chômeur indemnisé d'accepter de travailler au noir, alors que simultanément il perçoit des allocations de chômage, doit être plus sévèrement sanctionné également dans le chef du travailleur. Cette infraction implique en effet dans le chef du travailleur l'intention de continuer à percevoir frauduleusement, à charge de la collectivité, des indemnités.

Il est logique que, la responsabilité étant partagée entre l'employeur et le travailleur, la sanction soit, elle aussi, partagée.

Cet amendement est rejeté par 12 voix et 1 abstention.

De Minister preciseert dat dit artikel de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie wijzigt. Met dit artikel wordt een geldboete ingevoerd afhankelijk van de ernst van de overtreding. Zo wordt het niet-naleven van het bevel van de sociale inspecteurs om bepaalde documenten aan te plakken bestraft met 26 tot 500 frank; het verhinderen van het toezicht — een zwaardere overtreding — wordt ook zwaarder bestraft. Voor de niet-naleving van de veiligheidsvoorschriften — een nog zwaardere overtreding — wordt de minimum sanctie verhoogd.

De sancties staan derhalve — ook in andere artikelen — in verhouding tot de ernst van de overtreding.

Dit artikel wordt aangenomen met 11 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 2 wordt zonder bespreking met dezelfde stemmenverhouding aangenomen.

De artikelen 3 tot en met 28 worden aangenomen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

Artikel 28bis (nieuw)

Mevr. Herzet, de heren D'hondt en Valkeniers stellen bij amendement voor een artikel 28bis (nieuw) in te voegen, luidende:

« Artikel 28bis. — In artikel 154, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, de woorden « gedurende ten minste vier en ten hoogste zesentwintig weken » te vervangen door de woorden « gedurende ten minste twaalf en ten hoogste tweeënvijftig weken. »

Verantwoording

De bedoeling van dit amendement is opnieuw evenwicht te brengen in het ontwerp.

Een uitkeringsgerechtigde werkloze die aanvaardt zwartwerk te verrichten en tegelijk een werkloosheidsuitkering ontvangt, moet ook als werknemer streng worden gestraft. Voor de werknemer bestaat dit misdrijf immers in het opzet om op bedrieglijke wijze ten laste van de gemeenschap een uitkering te blijven ontvangen.

Het ligt in de rede dat aangezien de werkgever en de werknemer beiden verantwoordelijk zijn, beiden ook gestraft worden.

Dit amendement wordt verworpen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

L'article 29, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont été adoptés par 12 voix et 1 abstention.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 14 membres présents.

Le Rapporteur,
Luc MARTENS.

La Présidente,
Lydia MAXIMUS.

Artikel 29 en het ontwerp van wet in zijn geheel worden aangenomen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

Dit verslag is goedgekeurd bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

De Rapporteur,
Luc MARTENS.

De Voorzitter,
Lydia MAXIMUS.